

Cote du document:	<u>EB 2008/93/R.23</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>11 c) ii)</u>
Date:	<u>26 mars 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

**Montant estimatif des paiements au
titre du principal et des commissions
nettes de service non perçus du fait de
l'application du Cadre pour la
soutenabilité de la dette**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-treizième session
Rome, 24-25 avril 2008

Pour: **Information**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec l'un des responsables du FIDA ci-après:

Brian Baldwin

Conseiller principal en gestion des opérations
téléphone: +39 06 5459 2377
courriel: b.baldwin@ifad.org

Munehiko Joya

Trésorier
téléphone: +39 06 5459 2251
courriel: m.joya@ifad.org

Carlo M Borghini

Contrôleur
téléphone: +39 06 5459 2791
courriel: c.borghini@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Montant estimatif des paiements au titre du principal et des commissions nettes de service non perçus du fait de l'application du Cadre pour la soutenabilité de la dette

I. Historique

1. À sa quatre-vingt-dixième session, en avril 2007, le Conseil d'administration a recommandé (document EB 2007/90/R.2) que le FIDA applique un cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) régissant le choix du type d'aide financière aux pays habilités à bénéficier de conditions de prêt particulièrement favorables.
2. L'application du CSD a sensiblement modifié l'appui financier du FIDA aux projets et programmes, régi par le système d'allocation fondé sur la performance, dans les pays habilités à bénéficier de prêts à des conditions particulièrement favorables. Le Fonds accorde désormais son appui financier sur les bases suivantes: i) pour les pays à faible soutenabilité de la dette, 100% de dons; ii) pour les pays à soutenabilité moyenne de la dette, 50% de dons et 50% de prêts; et iii) pour les pays à soutenabilité élevée de la dette, 100% de prêts.
3. L'application du CSD a accru le pourcentage des dons dans les projets et programmes du FIDA. De ce fait, le coût le plus important pour le FIDA sera lié au montant des remboursements du principal non perçus sur les ressources accordées sous la forme de dons au titre du CSD plutôt que sous la forme de prêts. Dans ce contexte, la quatre-vingt-dixième session du Conseil d'administration avait recommandé que, à partir de 2008, le FIDA rende compte chaque année au Conseil d'administration, lors de sa session d'avril, du montant estimatif des paiements au titre du principal, des commissions nettes de service et des intérêts qui n'ont pas été perçus au cours de l'exercice précédent du fait de l'application du CSD.

II. Projets et programmes approuvés au titre du CSD en 2007

4. Le tableau 1 énumère les 18 projets, programmes et dons spécifiques à un pays approuvés en 2007 au titre du CSD. La valeur totale, en droits de tirage spéciaux, était d'environ 65,7 millions de DTS (équivalent à environ 100,6 millions de USD au moment de l'approbation par le Conseil), soit quelque 17,9% de l'ensemble du programme de travail pour 2007. Ce niveau d'appui au titre du CSD est comparable à celui d'autres institutions financières internationales appliquant un CSD.

III. Paiements au titre du principal, des commissions nettes de service et des intérêts non perçus en 2007

5. Le document EB 2007/90/R.2 indiquait que l'application du CSD pourrait entraîner pour le FIDA une perte de 38,8 millions de USD en termes de remboursements du principal au cours de la période de la onzième reconstitution (2019-2021) du fait du niveau cumulé des dons approuvés au titre du CSD en 2007 et au cours des années suivantes. Le tableau 2 présente des informations sur le montant estimatif des paiements du principal et des intérêts non perçus en rapport avec les dons au titre du CSD approuvés en 2007. Il n'existe à l'heure actuelle aucun élément permettant de conclure que les projections initiales soumises au Conseil d'administration à sa quatre-vingt-dixième session doivent être modifiées ou actualisées.¹
6. Le Conseil d'administration sera informé chaque année du montant des paiements au titre du principal, des commissions nettes de service et des intérêts qui n'auront

¹ Compte tenu de l'effet du différé d'amortissement de dix ans qui aurait été appliqué s'il s'était agi de prêts accordés à des conditions particulièrement favorables, seuls les projets et programmes approuvés en 2007-2009 auraient une incidence sur la période de la onzième reconstitution.

pas été perçus, et notamment de l'effet des changements dans les profils de décaissement et, le cas échéant, de toute réduction ou annulation partielle (ou totale).

Tableau 1:
Dons approuvés en 2007 au titre du CSD
(en milliers de USD)

<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Titre</i>	<i>Montant</i>
Afrique de l'Ouest et du Centre			
	Sierra Leone	Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire	9 883
	Guinée	Projet d'appui aux communautés villageoises – Phase II	10 000
	Guinée-Bissau	Projet de réhabilitation rurale et de développement communautaire	4 682
	Niger	Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié	190
Afrique orientale et australe			
	Burundi	Projet d'appui à la reconstruction du secteur de l'élevage	13 978
	Comores	Programme national pour le développement humain durable	4 654
	Éthiopie	Programme de développement participatif de la petite irrigation	19 999
	Lesotho	Programme d'intermédiation financière rurale	4 344
	Malawi	Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie	8 330 ^a
Asie et Pacifique			
	Cambodge	Projet d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales dans les provinces de Kratie, Preah Vihea et Ratanakiri	9 514
	Népal (OIT) ^b	Projet de renforcement des compétences pour l'emploi au Népal	870
	Népal	Projet Fonds pour la réduction de la pauvreté - Phase II	4 000
	Népal	Projet de réduction de la pauvreté dans les hautes terres de l'Ouest	190
	Népal (COCIS) ^c	Développement de l'offre et des marchés pour les chèvres d'élevage de haute qualité, par le biais du renforcement du Centre coopératif de ressources caprines	116
	Cambodge	Fonds d'appui aux familles les plus vulnérables pour les organisations à assise communautaire	115
Amérique latine et Caraïbes			
	Nicaragua	Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés	3 904
	Guyana	Projet à l'appui de l'entreprise rurale et du développement agricole	2 880
Proche-Orient et Afrique du Nord			
	Djibouti	Programme de mobilisation des eaux de surface et de gestion durable des terres	3 000
Total			100 649

^a Ce programme inclut trois dons distincts.

^b Organisation internationale du travail.

^c Coordinamento Delle Organizzazioni Non Governative per la Cooperazione Internazionale allo Sviluppo.

Tableau 2:
Principal, intérêts et commissions de service non perçus
(en droits de tirage spéciaux)

Application du CSD	Année	Total des dons approuvés au titre du CSD en 2007		Principal et intérêts/commissions de service nets non perçus	
		Décaissé ^a	Principal	Intérêts et commissions de services nets à 0,75%	Total par reconstitution
VII	2007 effectif	1 219 669	-	1 012	117 534
	2008 estimé	3 871 041	-	38 180	
	2009 estimé	5 354 940	-	78 342	
VIII	2010 estimé	7 677 565	-	135 924	609 550
	2011 estimé	9 225 982	-	205 119	
	2012 estimé	8 451 773	-	268 507	
IX	2013 estimé	8 451 773	-	331 896	1 156 819
	2014 estimé	7 677 565	-	389 477	
	2015 estimé	6 129 149	-	435 446	
X	2016 estimé	3 871 041	-	464 479	3 630 639
	2017 estimé	2 322 625	-	481 898	
	2018 estimé	1 483 899	2 191 234	493 028	
XI	2019 estimé	-	2 191 234	460 159	7 904 877
	2020 estimé	-	2 191 234	443 725	
	2021 estimé	-	2 191 234	427 291	
XII	2022 estimé	-	2 191 234	410 856	7 756 969
	2023 estimé	-	2 191 234	394 422	
	2024 estimé	-	2 191 234	377 988	
XIII	2025 estimé	-	2 191 234	361 554	7 609 060
	2026 estimé	-	2 191 234	345 119	
	2027 estimé	-	2 191 234	328 685	
XIV	2028 estimé	-	2 191 234	312 251	7 461 152
	2029 estimé	-	2 191 234	295 817	
	2030 estimé	-	2 191 234	279 382	
XV	2031 estimé	-	2 191 234	262 948	7 313 244
	2032 estimé	-	2 191 234	246 514	
	2033 estimé	-	2 191 234	230 080	
XVI	2034 estimé	-	2 191 234	213 645	7 165 336
	2035 estimé	-	2 191 234	197 211	
	2036 estimé	-	2 191 234	180 777	
XVII	2037 estimé	-	2 191 234	164 343	7 017 427
	2038 estimé	-	2 191 234	147 908	
	2039 estimé	-	2 191 234	131 474	
XVIII	2040 estimé	-	2 191 234	115 040	6 869 519
	2041 estimé	-	2 191 234	98 606	
	2042 estimé	-	2 191 234	82 171	
XIX	2043 estimé	-	2 191 234	65 737	6 721 611
	2044 estimé	-	2 191 234	49 303	
	2045 estimé	-	2 191 234	32 869	
XX	2046 estimé	-	2 191 234	16 434	4 398 902
	2047 estimé	-	2 191 234	-	
	2048 estimé	-	-	-	
Total		65 737 023	65 737 023	9 995 616	75 732 640

^a Les chiffres sont arrondis; l'estimation des décaissements repose sur le profil moyen des décaissements du montant annuel des prêts approuvés par le FIDA et accordés à des conditions particulièrement favorables, sans prendre en compte une éventuelle annulation ou réduction.